



**DECISION N° 022/2022/ARMP/CRD/DEF DU 02 MARS 2022
DU COMITE DE REGLEMENT DES DIFFERENDS STATUANT EN
COMMISSION LITIGES SUITE AU REFUS DE DU SERVICE REGIONAL DES
MARCHES PUBLICS- PÔLE DE THIES D'IMMATRICULER LES MARCHES RELATIFS
AUX LOTS 1 ET 2 DU MARCHE PORTANT SUR L'ACQUISITION DE MACHINERIES
ET OUTILLAGES EN HABILLEMENT ET RESTAURATION, LANCE PAR LE CENTRE
DE FORMATION PROFESSIONNELLE DE MONT ROLLAND**

**LE COMITE DE REGLEMENT DES DIFFERENDS STATUANT EN COMMISSION
LITIGES,**

VU la loi n°65-51 du 19 juillet 1965 portant Code des Obligations de l'Administration modifiée par la loi n°2006-16 du 30 juin 2006 en ses articles 30 et 31 ;

VU le décret n° 2007-546 du 25 avril 2007 portant organisation et fonctionnement de l'Autorité de Régulation des Marchés publics (ARMP), notamment en ses articles 20 et 21 ;

VU le décret n° 2014-1212 du 22 septembre 2014 portant Code des Marchés publics, modifié ;

VU le décret n°2020-969 du 20 avril 2020 portant nomination des membres du Conseil de Régulation de l'ARMP ;

VU la décision n°0005/ARMP/CRMP portant règlement intérieur du Conseil de Régulation des Marchés Publics ;

VU la résolution n°07-20 du 28 avril 2020 portant nomination des membres du Comité de Règlement des Différends (CRD) de l'ARMP ;

VU la saisine du Centre de formation professionnelle de Mont Rolland par lettre du 09 février 2022, reçue le 10 février 2022 ;

Madame Mame Aïssatou Dieng TRAORE, Auditrice interne, entendue en son rapport ;

En présence de Monsieur Mamadou DIA, Président ; de Madame Aïssé Gassama TALL, Messieurs Moundiaye CISSE et Mbareck DIOP, membres du Comité de Règlement des Différends (CRD) ;

De Monsieur Saër NIANG, Directeur général de l'Autorité de Régulation des Marchés publics, secrétaire rapporteur du CRD, assisté par ses collaborateurs, observateurs ;

Après en avoir délibéré conformément à la loi et aux principes généraux de la régulation ;

Adopte la présente décision :

97.0

Par lettre en date du 09 février 2022, enregistrée le lendemain, au bureau du courrier, le directeur du Centre de formation professionnelle de Mont Rolland a saisi le Comité de Règlement des Différends d'une demande d'autorisation de faire immatriculer les marchés portant sur l'acquisition de machineries d'outillages en habillement (lot 1) et en restauration (lot 2), suite au refus du Service Régional des Marchés Publics, Pôle de Thiès (SRMPPT).

SUR LA RECEVABILITE DU RECOURS

Considérant qu'aux termes des dispositions de l'article 22 du décret n°2007-546 du 25 avril 2007 portant organisation et fonctionnement de l'ARMP, la Commission Litiges du Comité de Règlement des Différends statue sur les saisines relatives aux litiges qui opposent les organes de l'Administration intervenant dans le cadre de la procédure de passation ou d'exécution des marchés publics et délégations de service public ;

Considérant que la saisine du Centre de formation professionnelle de Mont Rolland fait suite au rejet par le Service Régional des Marchés publics - Pôle de Thiès (SRMPPT) de sa demande d'immatriculation des marchés relatifs auxdits lots ;

Qu'une saisine du CRD dans un tel cas n'est soumise à aucun délai ;

Qu'ainsi, il convient de la déclarer recevable en application de l'article 22 du décret n°2007-546 du 25 avril 2007.

LES FAITS

La saisine du CRD par le CFP de Mont Rolland découle du litige l'opposant au SRMPPT à la suite du refus de ce dernier d'immatriculer les lots 1 et 2 des marchés relatifs à l'acquisition de machineries, d'outillages, en habillement (lot 1) et en restauration (lot 2), attribués respectivement à l'Entreprise BAAKH NEGOCE INTERNATIONAL et au COMPTOIR COMMERCIAL DABAKH au terme d'une procédure de passation de demande de renseignements et de prix à compétition ouverte (DRPCO) publiée le 11 octobre 2021 dans la parution du journal « SOURCE A n°1147 ». Ces marchés approuvés, auparavant par le Gouverneur de Région, sont arrêtés à la somme globale de Cent Un Millions Quatre Cent Vingt Six Mille Sept Cent Dix (101 426 710) F CFA TTC répartie comme suit :

- lot 1 : Trente Sept Millions Huit Mille Cent Cinquante (37 008 150) F CFA TTC;
- lot 2 : Soixante Quatre Millions Quatre Cent Dix Huit Mille Cinq Cent Soixante (64 418 560) F CFA TTC;

SUR LES MOYENS DEVELOPPES A L'APPUI DU RECOURS

Tout en reconnaissant le bien fondé des manquements relevés, ci-dessus, par le SRMPPT qu'il met sur le compte de son inexpérience, le CFP de Mont Rolland invoque, à l'appui de sa demande, l'urgence du démarrage des activités pratiques qui viendraient compléter les enseignements théoriques pour répondre aux immenses attentes des populations bénéficiaires.

91.2

SUR LES MOTIFS DONNES PAR LE SRMP- PÔLE DE THIES

A l'appui de son refus d'immatriculer, le SRMPPT relève certains manquements liés à :

- la violation des dispositions de l'article 53 du Code des Marchés publics (CMP) à travers le recours à une procédure de demande de renseignements et prix à compétition ouverte (DRPCO) en lieu et place d'un appel d'offres ouvert (AAO) dont le choix s'impose au vu du montant global budgétisé (104 576 910 FCFA) sur la version physique du Plan de passation de marchés (PPM) 2021 et dans le rapport d'évaluation des offres soumis à son appréciation ;
- l'incohérence notée entre le budget estimatif du marché inscrit sur la version physique du PPM 2021 ainsi que dans le rapport d'évaluation des offres (104 576 910 FCFA) et celui indiqué sur le PPM de la gestion 2021 publié sur le portail des marchés publics (10 570 910) F CFA ;

SUR L'OBJET DU LITIGE

Il résulte des faits et motifs ci-dessus rappelés que le litige porte sur le refus du SRMPPT de procéder à l'immatriculation des marchés portant sur l'acquisition de machineries et outillages en habillement (lot 1) et en restauration (lot 2) du Centre de formation professionnelle de Mont Rolland, pour avoir lancé une DRPCO au lieu d'un AAO.

EXAMEN DE LA DEMANDE

Considérant qu'en vertu des dispositions de l'article 53 du Code des Marchés publics, les seuils de passation de marchés par la procédure de l'appel d'offres ouvert sont fixés à 50 000 000 francs CFA pour les marchés de fournitures lancés par l'Etat ;

Que ce seuil de passation s'applique au CFP de Mont Rolland, puisqu'il rangé dans la catégorie des services déconcentrés de l'Etat ;

Qu'en deçà de ce seuil, l'arrêté n°00107 du 07 janvier 2015 relatif aux modalités de mise en œuvre de la Demande de Renseignements et de Prix prévoit l'usage de la DRPCO pour les marchés de fournitures d'un montant inférieur à 50 000 000 de francs CFA et supérieur ou égal à 15 000 000 francs CFA ;

Considérant, par ailleurs, que le montant global attribué qui s'élève à 101 426 710 francs CFA TTC est largement supérieur au seuil prévu pour la DRPCO et avoisine le budget estimatif du marché, arrêté à 104 576 910 FCFA

Qu'il apparait donc, en l'espèce, que le recours à la procédure de DRPCO par le CFP s'est donc fait en violation des dispositions de l'article 53 du CMP et celles de l'arrêté n°00107 du 07 janvier 2015 susvisées et en méconnaissance du budget estimatif rappelé ci-dessus ;

Considérant en outre que le SRMPPT reconnaît sa responsabilité dans les différences relevées entre le budget estimatif du marché communiqué et celui inscrit dans le PPM publié d'une part, et dans le choix du mode de passation (appel d'offres ouvert au lieu de DRPCR) d'autre part ;

M.C

Qu'en effet, au moment de la saisie du PPM, le SRMPPT n'a pas pris en compte la correction qu'il a apportée sur la version physique du PPM en maintenant une DRPCR et non un AAO et, en omettant le chiffre « 4 » du montant estimatif 104 576 910 FCFA ; ce qui explique le montant de 10 576 910 FCFA lu sur le PPM publié ;

Que cependant, ce manquement n'absout pas la responsabilité de l'autorité contractante qui doit s'assurer que les réalisations sont correctement inscrites dans le PPM avant de procéder à leur lancement ;

Considérant, toutefois, que dans le recours à une DRPCO au lieu d'un AAO, les règles de publicité sont respectées et la concurrence établie en conséquence ;

Qu'en effet, il apparait de l'instruction que pour chaque lot, trois offres ont été enregistrées ;

Que de plus, au vu des montants provisoirement attribués, dans l'un ou l'autre cas, aucune, des deux procédures n'est soumise au contrôle a priori de l'organe de contrôle puisqu'en l'espèce, le seuil de revue par la DCMP fixé à 200 000 000 F CFA pour les marchés de fournitures lancés par l'Etat et ses services déconcentrés, n'est pas atteint ;

Considérant par ailleurs que le système de passation des marchés doit constituer un levier d'optimisation de la dépense publique avec l'usage de procédures permettant à l'administration de faire des acquisitions de biens et travaux, selon le meilleur rapport qualité/coût, dans les conditions de transparence avec l'efficacité requise pour satisfaire les besoins identifiés ;

Que sous ce rapport, le démarrage de l'ensemble des activités du centre permettrait de satisfaire les besoins des populations bénéficiaires ;

Qu'à cet égard, la non-immatriculation par suite de l'annulation de la procédure et sa relance exposent le CFP de Mont Rolland à de longs retards dans la réalisation des objectifs qui lui sont assignés ;

Qu'en considération de tout ce qui précède, il y a lieu de demander au SRMPPT d'immatriculer le marché, sous réserve de manquement substantiel pouvant compromettre la régularité de la procédure ;

PAR CES MOTIFS :

- 1) Déclare la saisine du CFP de Mont Rolland recevable ;
- 2) Constate que le SRMPPT a reçu la version physique du PPM 2021 du CFP de Mont Rolland comportant l'inscription d'un montant estimatif de 104 576 910 FCFA à passer par DRPCR pour le marché litigieux ;
- 3) Constate que le SRMPPT, au moment de la saisie dudit PPM n'a pas pris en compte la correction qu'il a apportée sur cette version physique en prévoyant comme mode de passation un AAO en lieu et place de la DRPCR inscrite par l'autorité contractante ;

M.C

- 4) Constate également que le SRMPPT a commis une erreur dans la saisie dudit PPM par l'omission du chiffre 4 dans le montant estimatif ; ce qui explique le montant de 10 576 910 FCFA lu dans la version publiée du PPM ;
- 5) Dit toutefois que cette erreur du SRMPPT n'absout pas la responsabilité de l'autorité contractante pour avoir lancé une DRPCO et non un appel d'offres ouvert ;
- 6) Constate, toutefois, que la procédure de DRPCO publiée par voie de presse a préservé les conditions d'une concurrence saine au vu du nombre d'offres reçues ;
- 7) Dit que l'annulation de la procédure et sa relance par appel d'offres ouvert peut constituer un frein à la réalisation des objectifs assignés au centre ;
- 8) Ordonne au SRMPPT, à titre exceptionnel, l'immatriculation du marché portant sur l'acquisition de machineries et outillages en habillement (lot 1) et en restauration (lot 2), sous réserve de manquement substantiel pouvant compromettre la régularité de la procédure ;
- 9) Dit que le Directeur général de l'Autorité de Régulation des Marchés publics est chargé de notifier au Centre de Formation Professionnelle de Mont Rolland, au Service régional des Marchés publics-Pôle de Thiès ainsi qu'à la Direction centrale des Marchés publics, la présente décision qui sera publiée sur le site officiel des marchés publics.



Le Président

Mamadou DIA

Les membres du CRD



Aïssé Gassama TALL



Moundiaïe CISSE



Mbareck DIOP

**Le Directeur Général,
Rapporteur**

